

12-1-2002

La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe

Steven Heydemann

Cornell University, sheydemann@smith.edu

Follow this and additional works at: https://scholarworks.smith.edu/mes_facpubs



Part of the [Near Eastern Languages and Societies Commons](#)

Recommended Citation

Heydemann, Steven, "La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe" (2002). Middle East Studies: Faculty Publications, Smith College, Northampton, MA.

https://scholarworks.smith.edu/mes_facpubs/10

This Article has been accepted for inclusion in Middle East Studies: Faculty Publications by an authorized administrator of Smith ScholarWorks. For more information, please contact scholarworks@smith.edu

LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE DANS LES TRAVAUX SUR LE MONDE ARABE

[Steven Heydemann](#)

Presses de Sciences Po | « Critique internationale »

2002/4 n° 17 | pages 54 à 62

ISSN 1290-7839

ISBN 2724629434

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-54.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe

Presses de Sc. Po. | *Critique internationale*

2002/4 - no 17

pages 54 à 62

ISSN 1290-7839

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-54.htm>

Pour citer cet article :

"La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe ", *Critique internationale*, 2002/4 no 17, p. 54-62.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sc. Po..

© Presses de Sc. Po.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Le cours de la recherche

La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe

par Steven Heydemann

depuis près d'un siècle, la question de la démocratie pèse d'un poids tout particulier tant sur les spécialistes du monde arabe que sur les dirigeants politiques dont dépend le sort de ces pays et de leurs habitants. Presque toujours conflictuelle, elle a profondément marqué, et de façon en grande partie négative, les études politiques sur la région. Ce n'est que depuis une dizaine d'années, et peut-être (ironie de l'histoire) sous l'effet de la persistance de l'autoritarisme dans les pays arabes tandis qu'une vague de démocratisation déferlait sur le reste du monde, que ce domaine d'étude commence à se libérer de ce lourd héritage et de son dernier avatar, la « transitologie ».

L'évolution de la question démocratique

La conception de la démocratie a beaucoup changé au cours du XX^e siècle : après y avoir longtemps vu un mode de gouvernement relativement rare et inégalement viable selon les États, on la considère désormais comme une forme politique universellement accessible¹. Parallèlement à cette évolution, la question de la démocratie s'est progressivement placée au centre des travaux sur les sociétés politiques du monde arabe, alors même que, sur le terrain, les perspectives de démocratisation ne cessaient de s'éloigner. Le fait est que la région est aujourd'hui la plus autoritaire du monde, qu'elle s'est montrée réfractaire au processus universel de démocratisation. D'où tout un discours sur la singularité arabe, où fleurissent des concepts tels que dysfonctionnement de la société, rigidité politique, déterminisme culturel. Il n'en demeure pas moins que, depuis au moins quarante ans, la question démocratique exerce une sorte d'attraction gravitationnelle sur les chercheurs spécialistes de la région. Cela se comprend. Il serait même étrange que ces derniers ne se demandent pas à quelles conditions les régimes du monde arabe pourraient devenir plus pluralistes, moins répressifs et plus représentatifs. Par ailleurs, comme leurs collègues politistes en général, ils ont aussi abordé d'autres thèmes. Il y a même eu des périodes où la démocratie a à peu près disparu de leur champ

visuel et où l'attention s'est portée, à juste titre, sur la nature de l'autoritarisme et des régimes de parti unique². Mais, dans l'ensemble, la question démocratique a créé un champ de recherche souffrant de curieuses déformations intellectuelles et a marqué durablement de son sceau l'organisation de ce domaine d'étude³.

L'exemple le plus frappant de cette influence est l'eurocentrisme envahissant qui fait de la démocratie le point d'arrivée naturel de toute évolution politique et évalue les trajectoires politiques des pays de la région en fonction de leur adéquation à une courbe idéale conduisant à la réalisation de cette norme. Comme Bromley⁴ et d'autres l'ont fait remarquer, cet *a priori* fait d'emblée de l'évolution politique régionale un échec, une déviance par rapport à la trajectoire historique normale, qui serait celle des pays européens. Il conduit les chercheurs à se focaliser sur ce qui *manque*, ce qui *n'est pas* arrivé, et à courir à la poursuite d'un non-fait (l'absence d'un élément qui, toutes choses égales par ailleurs, « aurait dû » être là) qui serait la question analytique centrale à résoudre⁵. La recherche s'organise autour d'une comparaison négative entre le vécu du monde arabe et celui d'autres régions. On ne se demande pas comment les pays arabes en sont venus à présenter leur visage actuel, mais pourquoi ils n'en présentent pas un autre, et ce qu'il faudrait faire pour redresser une telle déviance historique.

Le poids des « prérequis »

Une expression de cette tendance, dont les effets ne sont pas toujours pleinement compris, est la quête obstinée des « prérequis » de la démocratie, devenue le thème central des recherches sur le monde arabe au milieu des années cinquante, c'est-à-dire au moment où les gouvernements républicains du début des indépendances cédaient le pas à des régimes autoritaires nationaux-populistes. En 1956, l'historien de l'économie Charles Issawi publiait un article sur « les fondements économiques et sociaux de la démocratie au Moyen-Orient »⁶, où il définissait les thèmes centraux de ce qui allait devenir une grande industrie, non seulement parmi les spécialistes de la région mais dans les sciences sociales en général : la définition des relations entre capitalisme, développement et démocratie. Préfigurant, à plusieurs années de distance, le travail plus important du sociologue Seymour Martin Lipset⁷, Issawi soutenait que la démocratie n'avait pas pu s'instaurer dans le Moyen-Orient post-colonial parce que « les fondements économiques et sociaux qui lui sont nécessaires font encore défaut ». Il énumérait ces prérequis à partir des expériences des démocraties ouest-européennes et de leurs rejets directs (Australie, États-Unis et Nouvelle-Zélande) : « Dimension du territoire et population⁸, degré de développement économique, répartition de la richesse, industrialisation, homogénéité de langue et de religion, niveau d'éducation, habitudes d'association coopérative ».

Pendant encore au moins dix ans, cette idée de conditions nécessaires (d'avantage, d'ailleurs, sous l'influence de Lipset que d'Issawi) a animé la recherche des principaux spécialistes du monde arabe, notamment le travail de Manfred Halpern sur la nouvelle classe moyenne, selon lequel la modernisation économique de la région commençait à créer les fondements économiques et sociaux qui amèneraient peut-être un jour une lente transition vers la démocratie⁹. L'idée générale qu'une complexité sociale et économique croissante (en particulier du fait de l'industrialisation et de la différenciation entre les classes) requiert des formes politiques plus complexes était partout présente à cette époque dans les théories de la modernisation appliquées à la région, même si le lien entre complexité politique et démocratie était parfois seulement sous-entendu.

Si la théorie de la modernisation, avec la primauté accordée aux prérequis économiques et sociaux, péchait par eurocentrisme et linéarité, elle évitait au moins les défauts bien plus graves d'autres écrits, qui définissaient les prérequis non en termes de complexité sociale ou de niveau de développement, mais en termes d'identités essentielles et de culture. Issawi, par exemple, oppose sa vision socio-économique des prérequis à celles qui expliquent l'échec de la démocratie dans ces pays par l'inaptitude des Arabes à « subordonner leurs tendances égoïstes à un but commun ». Oui, la démocratie n'avait pas réussi à s'imposer dans les sociétés arabes post-coloniales. Mais, pour Issawi et ses collègues, cet échec n'était pas dû à un défaut intrinsèque des sociétés, des identités essentielles ou des cultures arabes, mais à des conditions sociales et économiques susceptibles de transformation et que, de fait, *on s'attendait* à voir changer. Même un chercheur comme Huntington, très ouvertement pessimiste à l'égard des effets de la modernisation sur les sociétés arabes, exprimait néanmoins les insuffisances présumées de ces dernières en termes, pour l'essentiel, institutionnels ; à condition de leur en laisser le temps, ces défauts pourraient être surmontés. En outre, soutenait Waterbury, dans la mesure où le monde arabe constitue une exception, il ne l'est devenu qu'après 1950. À cette époque, un pays comme l'Égypte présentait le même profil socio-économique et le même potentiel de succès économique et de démocratisation que les États de développement (*developmental states*) d'Asie orientale¹⁰. L'incapacité à réaliser ce potentiel n'est pas enracinée dans l'histoire profonde de la région mais dans les choix politiques de ses principaux dirigeants au cours des quarante dernières années. Et ces choix ne sont pas prédéterminés mais contingents, ils laissent ouverte la possibilité du changement.

Cette distinction entre définitions contingente et essentialiste des conditions nécessaires à la démocratie a longtemps constitué la ligne de partage principale des travaux sur la politique arabe. Chez ceux qui attribuent l'échec de la démocratie à des causes telles que cultures politiques patriarcales, affinité innée des Arabes pour l'autoritarisme ou incompatibilité entre démocratie et islam, le destin des sociétés

politiques du monde arabe apparaît comme définitivement scellé¹¹. Aucun changement économique ou social, aussi ample soit-il, n'est en mesure de surmonter de tels obstacles. Aucune stratégie d'ingénierie sociale ne mettra les États arabes sur le chemin de la transition démocratique : les régimes arabes seront éternellement autoritaires.

L'avènement de la transitologie : une relecture des prérequis

Si la question de la démocratie est passée au second plan chez les spécialistes de la politique arabe dans les années soixante-dix et quatre-vingt – durant lesquelles leurs collègues travaillant sur l'Amérique latine étaient occupés à réagir contre Lipset dans leurs recherches sur le nouvel autoritarisme dans la région¹² –, elle a resurgi avec une vigueur renouvelée à la fin de cette période et dans les années quatre-vingt-dix, à l'occasion de ce qu'on a appelé la troisième vague de démocratisation. Cette fois, les chercheurs en quête de prérequis ne guettaient plus l'apparition d'une « nouvelle classe moyenne » mais attendaient tout de la « société civile » : comme sa devancière trente ans plus tôt, celle-ci fut considérée comme porteuse des potentialités de changement démocratique dans la région¹³. Mais il est important de noter que la recherche s'est alors portée moins sur la démocratie en soi que sur la démocratisation et la libéralisation politique, qui, comme l'a vu Ayubi, étaient des notions plus adaptées à la situation politique du monde arabe¹⁴. C'est dans ce contexte que Ghassan Salamé a engagé et organisé une très importante réflexion pour tâcher de savoir si, et comment, des définitions de nature stratégique et procédurale – plutôt que normative – de la démocratie pouvaient constituer une meilleure manière de conceptualiser (et de faire avancer) les transitions démocratiques dans la région ; en somme, s'il est envisageable de parvenir à la démocratie par une négociation stratégique entre acteurs non démocratiques¹⁵. En même temps, les chercheurs se sont progressivement intéressés aux « équivalents locaux de la démocratie » : comment faire des traditions locales de consultation collégiale des formes de démocratie ? Cela en vue non seulement de réfuter les thèses culturalistes, mais aussi de proposer une conceptualisation des prérequis qui ne condamnât pas le monde arabe à l'autoritarisme à perpétuité.

Reste qu'en dépit de la prudence d'Ayubi et du travail accompli par Salamé, le renouveau d'intérêt pour les prérequis a eu d'importants effets perturbateurs, non seulement sur l'agenda des recherches sur le monde arabe (en particulier dans l'université américaine, strictement découpée en disciplines) mais aussi, et plus grave, dans la réalité politique, les décideurs politiques s'en étant emparés à leurs propres fins.

À mesure que la troisième vague de démocratisation déferlait sur l'Europe, l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique, la « transitologie » devenait une activité académique majeure. Les chercheurs, après s'être surtout intéressés aux processus

de sortie de l'autoritarisme, en sont très vite venus à se pencher sur la formation et la consolidation des régimes démocratiques¹⁶. Une conséquence majeure de la transitologie a été de mettre au centre de l'analyse le concept de « seuil ». Les transitologues voulaient comprendre dans quelles conditions un État peut atteindre et franchir, d'abord, le seuil de l'effondrement du régime autoritaire, ensuite, celui de la démocratisation. Cette conception d'une démarcation nette entre types de régime, cette vision de la transition comme processus d'effondrement d'un régime et de reconstruction d'un autre, n'était pas déraisonnable dans les cas est-européens et latino-américains. Mais, même traduite dans le langage antérieur des prérequis, la transitologie était porteuse d'une hiérarchie analytique valorisant l'étude des processus sociaux, économiques et politiques qui avaient effectivement fait franchir à certaines sociétés les seuils en question. En donnant la priorité à certains types d'interrogations, elle créait un groupe de cas désormais étiquetés comme théoriquement féconds et dignes d'intérêt : ceux des pays ayant atteint et dépassé ce seuil critique. Ne faisant pas partie du lot, le monde arabe s'est trouvé marginalisé. La possibilité que des changements importants fussent, dans ces régions, en cours de maturation *en dessous du seuil* où l'autoritarisme s'effondre, celle que des formes nouvelles, hybrides, d'autoritarisme y fussent en gestation, n'ont pas suffi à empêcher que le monde arabe ne fût désormais perçu comme un domaine d'étude non prioritaire.

Ainsi la recherche sur le monde arabe n'a pas pu s'installer confortablement dans les cadres conceptuels de la transitologie. Mais son statut de laissée-pour-compte est apparu de manière encore plus criante au cours des années quatre-vingt-dix. En effet, tandis que les autres régions passaient de l'effondrement de l'autoritarisme à la formation de régimes démocratiques, les pays arabes, de l'Algérie à l'Égypte en passant par la Jordanie ou le Yémen, allaient à reculons : les gouvernements y renforçaient leur caractère répressif. À cette singularité de la région a fait écho la marginalisation croissante des études de politique comparée sur le monde arabe, surtout aux États-Unis, où cette spécialité est en voie d'extinction au sein de la science politique. Cette agonie a de nombreuses causes, mais son exclusion de tous les grands projets de recherche – avec pour conséquence le sentiment des chercheurs que ces cas ne présentent pas d'intérêt analytique – figure parmi les plus importantes.

Au nom de la démocratie

Il y a plus. Paradoxalement, les chercheurs ont abandonné la région au moment même où les décideurs politiques, là comme ailleurs, adoptaient à leurs propres fins la théorie et la terminologie des travaux de la période antérieure sur les prérequis, avec de fâcheux résultats. À la fin des années quatre-vingt avaient refait surface simultanément (et non sans effets réciproques) des perspectives de démocratisation et une certaine mobilisation islamiste, notamment en Égypte, en Afrique du Nord

et en Jordanie. Cette coïncidence ne manqua pas d'alimenter une résurgence des vieilles thèses culturalistes sur l'incompatibilité de l'islam et de la démocratie¹⁷. Mais, dans le contexte plus polarisé et dangereux du nouveau millénaire, elle a surtout servi à diaboliser les Arabes et les musulmans et à justifier des politiques fondées sur une vision impériale du monde depuis longtemps, et fort justement, discréditée. De leur côté, et ce n'est pas moins inquiétant, les gouvernements de la région exploitent le succès électoral des islamistes pour justifier leur retour en arrière après une certaine ouverture démocratique, tout en s'engageant à approfondir les réformes économiques, ce qui leur assure le soutien des États-Unis et des institutions financières internationales.

Ailleurs dans le monde, on considère en général les réformes économique et politique comme interdépendantes, et les crises économiques comme l'étincelle qui donne le départ du changement politique. Il n'en est pas ainsi pour le monde arabe. En Algérie, en Tunisie, en Égypte et ailleurs encore, les gouvernements ont réussi à déconnecter la libéralisation économique de la libéralisation politique. Leur adhésion (partielle et sélective) à l'économie de marché s'accompagne non pas de l'extension des libertés publiques mais au contraire d'une répression politique accrue. Ils soutiennent que la crise économique fait dérailler l'ouverture politique en provoquant un afflux de suffrages aux islamistes, dont les professions de foi démocratiques ne vaudraient que jusqu'à l'élection qui les porterait au pouvoir. Dans ces conditions, nous disent-ils, gérer « les deux transitions à la fois », celle d'une économie étatisée à une économie de marché et celle de l'autoritarisme à la démocratie, présente des difficultés tout simplement insurmontables. Sans une classe moyenne stable, un marché du travail sain et un certain niveau de croissance économique, la démocratisation ne profiterait qu'aux islamistes. Ce qu'il faut, affirment-ils encore (dans des termes qui évoquent tout à fait les thèses de Lipset et d'Issawi), c'est libéraliser l'économie et laisser ensuite le marché créer les prérequis économiques qui rendront possible un processus stable de réforme politique. Cette approche convient parfaitement aux objectifs de la politique étrangère américaine, qui place au premier rang de ses préoccupations la stabilité des régimes et l'exclusion des islamistes du champ politique. Elle représente pour les gouvernements en place une stratégie permettant d'éviter la démocratisation au nom du sauvetage de la démocratie face à l'islam. Quand on voit quel piètre guide d'action a été la théorie de la modernisation, ce raisonnement, qui s'appuie sur elle, doit être considéré comme pour le moins suspect, tant en termes politiques qu'économiques.

La politique en dessous du seuil : enfin un renouveau des recherches ?

On voit comment les travaux sur la politique du monde arabe ont été peu servis par leur imbrication avec la question démocratique. Mus par la quête obstinée

des prérequis (sous une forme ou une autre), ils n'ont cessé de rencontrer des impasses analytiques ; de se donner comme cadre de réflexion des comparaisons infécondes ; d'alimenter l'image d'échec et d'incapacité associée à la trajectoire historique de la région ; et de rester sous l'emprise d'une vision linéaire et téléologique de l'évolution politique. Les chercheurs se sont vus obligés de batailler contre les affirmations improductives des culturalistes, et toute la discipline (du moins aux États-Unis) est restée le regard stérilement fixé sur ce fameux seuil que les pays arabes n'avaient pas atteint, et s'en est trouvée marginalisée. Il y a bien sûr des exceptions mais, dans l'ensemble, les résultats obtenus ont déçu ceux qui recherchaient les voies du changement démocratique, tout comme l'évolution politique de la région a déçu les habitants soumis à des pouvoirs répressifs¹⁸.

Toutefois, dans la dernière décennie, alors que les espoirs de libéralisation politique s'éloignaient et que les discussions sur la démocratie faisaient rage, de nouveaux cadres d'analyse sont apparus au sein de ce champ. Leur arrivée ne réorientera pas l'attention vers les questions de changement politique, mais ils offrent la possibilité d'organiser des programmes de recherche qui, n'étant pas déformés par l'héritage de la question démocratique, sont plus à même d'aider à comprendre les réalités politiques du monde arabe. Il en est ainsi des recherches sur l'utilisation par les régimes autoritaires du langage de la démocratisation et des pratiques électorales (qui sert leurs propres fins même si en même temps elle limite leur liberté de manœuvre)¹⁹ ; sur la façon dont ils réaménagent leur autoritarisme et sur la persistance de celui-ci²⁰ ; sur les formes non officielles de participation civique qui constituent des sortes d'îlots opérant en dessous du seuil de la pratique politique formelle, par exemple dans les élections locales et les associations, et qui viennent compliquer les dichotomies de type autoritarisme/démocratie²¹. Brouiller les frontières entre les types de régimes, explorer les formes politiques hybrides que ces derniers présentent, y compris sur le terrain économique, voilà qui contribue de manière décisive aux études sur la région dans la période de l'« après-démocratisation ». Les travaux de ce type, très prometteurs, devraient permettre de comprendre des trajectoires de changement politique qui demeurent invisibles lorsqu'on s'en tient à la recherche de « seuils » et à des distinctions tranchées entre types de régime. En outre, ces nouvelles tendances donnent à penser que, après quelque quarante ans, les chercheurs spécialisés dans l'étude politique du monde arabe ont commencé à sortir de l'ombre immense projetée par la question de la démocratie, à abandonner les scénarios tout préparés en provenance des autres champs et à écrire les leurs. Notre compréhension de la politique arabe, et notre capacité à répondre à la question de savoir pourquoi cette région présente ce visage et pas un autre, en seront grandement améliorées.

Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou

Steven Heydemann est directeur de programme au Social Science Research Council (New York), auteur de *Authoritarianism in Syria : Institutions and Social Conflict, 1946-1970*, Ithaca, Cornell University Press, 1999. E-mail : heydemann@ssrc.org

1. Leonard Binder, dans *The Ideological Revolution in the Middle East*, New York, Wiley, 1964, considère la démocratie telle que conçue au milieu du XX^e siècle comme une forme politique exceptionnelle, et en déduit la nécessité pour les États de subir des périodes de tutelle pour former les populations à ses exigences. La conception, postérieure, de la démocratie comme résultat final de processus universels de modernisation est exprimée par Lerner, qui nous dit que « le gouvernement démocratique vient tard, historiquement, et apparaît généralement comme le couronnement d'une société de participation ». Daniel Lerner, *The Passing of Traditional Society : Modernizing the Middle East*, Glencoe (Illinois), The Free Press, 1958, p. 64.
2. Dans un panorama des études arabes réalisé pour la Middle East Studies Association au milieu des années soixante-dix, le mot « démocratie » n'apparaît qu'une fois. Voir Leonard Binder (ed.), *The Study of the Middle East : Research and Scholarship in the Humanities and Social Sciences*, New York, Wiley, 1976. Sur l'autoritarisme et les régimes de parti unique, voir Clement Henry Moore et Samuel Huntington (eds.), *Authoritarian Politics in Modern Society : The Dynamics of Established One-Party Systems*, New York, Basic Books, 1970.
3. Certains de ces effets sont reconnus depuis longtemps par les chercheurs travaillant sur la région. Voir par exemple Jean Leca, « La démocratisation dans le monde arabe : incertitude, vulnérabilité et légitimité » dans Ghassan Salamé (dir.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994 (traduction anglaise : Londres, I.B. Tauris, 1994).
4. Simon Bromley, *Rethinking Middle East Politics*, Austin, University of Texas Press, 1994.
5. Comme le remarque Robert Vitalis, on retrouve quelque chose d'analogue dans les travaux qui cherchent à expliquer l'échec des révolutions bourgeoises dans la région. *When Capitalists Collide*, Berkeley, University of California Press, 1994.
6. Charles Issawi, « The economic and social foundations of democracy in the Middle East », *International Affairs*, vol. 32, n° 1, janvier 1956, pp. 27-42.
7. Seymour Martin Lipset, *Political Man : The Social Bases of Politics*, New York, Doubleday, 1960. Le premier chapitre reprend en grande partie une publication antérieure (mais postérieure à l'article d'Issawi) : S.M. Lipset, « Some social requisites of democracy : Economic development and political legitimacy », *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 1, mars 1959, pp. 69-105.
8. Remarquons que Ghassan Salamé, quarante ans plus tard, soutiendra une thèse exactement inverse à propos de ce facteur : « La démocratie comme instrument de paix civile », dans Gh. Salamé (dir.), *op. cit.*
9. Manfred Halpern, *The Politics of Social Change in the Middle East and North Africa*, Princeton, Princeton University Press, 1963. À propos des perspectives immédiates pour la région, il écrit (p. 233) : « Ceux qui exigent un parlement, c'est-à-dire un lieu de négociation libre et pacifique entre [groupes sociaux], demandent plus que ce dont le Moyen-Orient est aujourd'hui capable ». Voir aussi la critique très acerbe du concept d'une nouvelle classe moyenne par Amos Perlmutter et les réponses de Halpern. Amos Perlmutter, « Egypt and the myth of the new middle class », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 10, n° 1, 1967, pp. 46-65. La notion de « prérequis » va beaucoup plus loin que l'usage que j'en fais ici et que je limite à la question de la démocratie. Par exemple chez Samuel Huntington, dont les écrits sur la décadence politique exprimaient une vision très sombre du développement politique des sociétés (dont celles du monde arabe) dépourvues des prérequis nécessaires pour gérer le changement social et économique : S. Huntington, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968. Les prérequis structurels nécessaires à l'émergence d'États « développeurs » (*developmental states*), et leur absence en Syrie et en Turquie, sont explorés par David Waldner, *The State and Late Development*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.
10. John Waterbury, « Une démocratie sans démocrates ? Le potentiel de libéralisation politique au Moyen-Orient », dans Gh. Salamé, *op. cit.*

11. Voir par exemple Hisham Sharabi, *Neopatriarchy : A Theory of Distorted Change in Arab Society*, New York, Oxford University Press, 1988 ; Élie Kedourie, *Democracy and Arab Political Culture*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 1992 ; Raphael Patai, *The Arab Mind*, New York, Scribner, 1983 (ce livre, remarquons-le, vient d'être republié avec une nouvelle préface dont l'auteur, un ancien officier américain qui a parfois critiqué les études sur le monde arabe, affirme qu'il peut apporter beaucoup aux décideurs américains en cette heure particulièrement importante pour la politique étrangère des États-Unis). Une version plus intéressante et utile de cette thèse se trouve dans Abdullah Hammoudi, *Master and Disciple : The Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.
12. Voir Guillermo O'Donnell, *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*, Berkeley, University of California Center for International Studies, 1973, et David Collier (ed.), *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 1979.
13. August R. Norton, *Civil Society in the Middle East*, Leyde, Brill, 1995.
14. Nazih Ayubi, *Overstating the Arab State : Politics and Society in the Middle East*, Londres, I.B. Tauris, 1995. L'analyse, écrit-il, « devient plus satisfaisante si, au lieu de chercher la "démocratie" comme produit fini et résultat, on considère plutôt la démocratisation ou, mieux encore, la libéralisation, comme un processus en cours pointant dans la direction du pluralisme et de la polyarchie » (p. 397).
15. Ghassan Salamé, *op. cit.*
16. Ce mouvement est clair dans l'évolution de la littérature scientifique entre le milieu des années quatre-vingt et celui des années quatre-vingt-dix. Voir par exemple Philippe C. Schmitter, Guillermo O'Donnell et Laurence Whitehead (eds.), *Transitions from Authoritarian Rule*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986 ; Yossi Shain et Juan Linz (eds.), *Between States : Interim Governments and Democratic Transitions*, New York, Cambridge University Press, 1995 ; Alfred Stepan et Juan Linz (eds.), *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996.
17. La résurgence des thèses culturalistes dans les études politiques sur le monde arabe n'est qu'un aspect d'une tendance plus générale de la recherche après la fin de la guerre froide. Voir en particulier Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (eds.), *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2001.
18. Le rapport 2002 des Nations unies sur le développement humain des pays arabes, publié au moment où nous écrivions ces lignes, est un catalogue frappant des effets négatifs de la persistance de la répression sur les sociétés, les économies et les cultures arabes.
19. Voir Myriam Catusse, « Économie des élections au Maroc », *Magreb-Machrek*, vol. 168, n° 1, 2000, pp. 51-66 ; Béatrice Hibou, *Les marges de manœuvre du bon élève économique. La Tunisie de Ben Ali*, Les Études du CERI, décembre 1999 ; Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, « De la friture sur la ligne des réformes. La libéralisation des télécommunications au Maroc », *Critique internationale*, n°14, janvier 2002, pp. 91-118.
20. Lisa Wedeen, *Ambiguities of Domination : Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press, 1999. Voir aussi Eberhard Kienle, *Grand Delusion : Democracy and Economic Reform in Egypt*, Londres, I.B. Tauris, 2001.
21. Diane Singerman, *Avenues of Participations : Family, Politics, and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton, Princeton University Press, 1995.